

**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION  
DES INVESTISSEMENTS, ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES  
INVESTISSEMENTS (CFI)**

**ET FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**

**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4882/GR-HA**

**ÉTATS FINANCIERS**

**Pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé le 30  
septembre 2021**

**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION  
DES INVESTISSEMENTS, ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES  
INVESTISSEMENTS (CFI)**

**ET FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)  
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4882/GR-HA**

**ÉTATS FINANCIERS**

**Pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé le 30  
septembre 2021**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>Pages</u></b>
<b>Lettre d'Accompagnement et Résumé</b>	
Description du Programme	1 – 5
Objectifs et étendue de l'Audit	6 – 9
Résultats de l'Audit	9 – 10
<b>États Financiers</b>	
Rapport des Auditeurs Indépendants sur les États Financiers	11 – 13
États des Fonds Reçus et des Décaissements Effectués	14
États des Investissements Cumulés	15
Notes afférentes aux États Financiers	16 – 26
<b>Annexe I</b> – État des Soldes Budgétaires	
<b>Annexe II</b> – Réconciliation des registres comptables avec l' « OPS »	
<b>Annexe III</b> – Tableau des Engagements	
<b>Annexe IV</b> – Liste des matériels et équipements	
<b>Structure de Contrôle Interne</b>	
Rapport des Auditeurs Indépendants sur la Structure de Contrôle Interne	27 – 29
Relevé des faiblesses constatées	30 – 31
<b>Lettre de Représentation de l'Unité d'Exécution du CFI</b>	

**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION  
DES INVESTISSEMENTS, ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES  
INVESTISSEMENTS (CFI)**

**ET FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**

**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4882/GR-HA**

**ÉTATS FINANCIERS**

**Pour la période allant du 1er août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé le 30  
septembre 2021**

Le 3 mars 2022,

Madame Marie Fatima Léonne C. Prophète  
Directrice Générale  
Centre de Facilitation des Investissements  
(CFI)  
2, Impasse Tulipe, Rue Oscar, Pacôt  
Port-au-Prince, Haïti

Madame la Directrice Générale,

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la Promotion des Investissements, géré par l'Unité d'Exécution (UE) du Centre de Facilitation des Investissements (CFI) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4882/GR – HA, qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé le 30 septembre 2021, de l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, ainsi que d'un résumé des principales conventions comptables importantes et tous autres renseignements explicatifs du programme. La Direction de l'Unité d'Exécution (UE) du Centre de Facilitation des Investissements est responsable de ces états financiers.

**I. DESCRIPTION DU PROGRAMME**

Le 26 novembre 2019, l'État haïtien et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé un accord de financement non remboursable (Don BID 4882/GR-HA) intitulé « Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la promotion des investissements ». L'objectif global du Projet est de contribuer à l'augmentation des Investissements directs étrangers (IDE).

L'objectif spécifique du projet est d'augmenter le nombre d'entreprises étrangères décidant de « implanter/développer » leurs activités en Haïti grâce à l'appui technique du Centre de Facilitation des Investissements (CFI).

Pour atteindre cet objectif, le projet mettra en œuvre, via une seule composante et deux (2) sous composantes, des actions globales visant à rendre plus attrayante l'offre de localisation d'Haïti par : i) la professionnalisation des conseils techniques pour promouvoir et faciliter les IDE ; et ii) l'accès des entreprises étrangères aux offres des fournisseurs et partenaires locaux potentiels avec la collaboration des autres institutions publiques et privées du pays. Cette seule composante est exécutée par le Centre de Facilitation des Investissements sous le numéro d'opération 4882/GR-HA.

Le Centre de Facilitation des Investissements (CFI) a été créé en 2006 avec pour objectif de faciliter et de promouvoir l'investissement privé en Haïti. Il est une institution autonome fonctionnant actuellement sous la tutelle du Ministère du Commerce et de l'Industrie avec quatre principales responsabilités : la promotion de l'investissement, la facilitation des investissements, le développement et l'exploitation d'un système d'informations économiques et commerciales (SIEC), la réalisation d'études visant à l'amélioration continue du cadre légal et réglementaire et des prestations de l'État en matière de services aux investisseurs et aux opérateurs économiques en général.

**Composante unique du projet :** Renforcement institutionnel et développement des services destinés aux investisseurs locaux et étrangers.

***Sous-composante I : Renforcement institutionnel.***

Les activités suivantes seront mises en œuvre : (i) recrutement de 8 jeunes diplômés haïtiens pour diriger les secteurs stratégiques et le GUI et de 3 autres personnes spécialisées dans les services pertinents pour le CFI, en maintenant l'équilibre de genre, afin d'appuyer les EE dans leur processus de localisation et de réinvestissement ; (ii) formation dans le commerce, l'investissement et les « soft skills », pour tout le personnel du CFI et des entités y étant liées, en couvrant dans chaque formation, pour l'équipe du CFI, l'aspect d'égalité des genres ; (iii) l'actualisation du plan stratégique et opérationnel de l'institution ; (iv) le renforcement de la direction et du personnel technique pour qu'ils respectent les processus, présentent des propositions de qualité, négocient avec les investisseurs et participent à la défense des politiques pour l'amélioration du climat des affaires, via une équipe d'experts internationaux en stratégie et fonctionnement des API installée au CFI ; et (v) acquisition d'ordinateurs portables, téléphones mobiles, connexions Internet et accès aux solutions technologiques (mise à jour du CRM et du site web) pour le personnel du CFI afin de répondre dans les meilleurs délais et de manière appropriée aux investisseurs. Chacune des activités comprend un budget pour les tâches de coordination interinstitutionnelle.

### ***Sous-composante II. Services aux investisseurs étrangers et locaux.***

Concernant les étrangers, la conception et la mise en œuvre des activités et programmes suivants seront financés :

- a. Dans le domaine de la promotion des investissements, pour attirer l'intérêt de nouveaux investisseurs et convaincre ceux qui sont déjà présents de développer leurs activités et de ne pas se délocaliser : (i) des niches d'opportunités d'investissement liées à la demande seront identifiées ; (ii) un programme mondial de lead génération sera mis en œuvre via des consultants spécialisés dans les pays cibles dont la rémunération sera basée sur les résultats (iii) une assistance technique sera fournie aux entreprises haïtiennes pour des missions commerciales et la participation à des salons internationaux pour identifier les acheteurs et effectuer un suivi ; (iv) des forums d'investissement, ayant pour objectif d'attirer des acheteurs/investissements et de repositionner Haïti comme un pays d'investissement ; (v) la mise en œuvre d'actions visant à améliorer l'image du pays.
- b. Dans le domaine de la facilitation des investissements, dans le but de concrétiser les leads générés, de réduire les coûts de transaction et de guider les investisseurs dans leurs processus et démarches d'établissement, seront financés : (i) un simulateur des coûts d'établissement ; (ii) une base de données des bureaux et entrepôts disponibles ; (iii) la mise en œuvre d'un GUI afin de réduire les formalités et processus nécessaires pour constituer des sociétés et obtenir des licences et certificats nécessaires à leur fonctionnement ; (iv) un programme de défense des politiques visant à améliorer le climat des investissements, qui mettra en œuvre les actions prioritaires convenues par le Groupe d'amélioration du climat des affaires et appartenant à une liste préétablie ; et (v) la formation d'arbitres haïtiens comme experts en arbitrage international et la mise en œuvre d'actions de diffusion auprès des institutions publiques et privées sur les avantages du règlement pacifique des différends commerciaux.

En ce qui concerne les locaux, les actions suivantes seront financées pour renforcer le développement productif local lié aux EE :

- a. La poursuite du programme des fournisseurs auxiliaires, dans le cadre d'un accord de collaboration (CC) avec le PNUD Annexe III : (i) la méthodologie, le manuel des processus/compétences, les critères de participation et de coordination du CFI et de la CCIH seront élaborés ; (ii) un appui technique sera fourni et le personnel des deux institutions sera formé au suivi étroit des transactions ; (iii) un appui sera fourni pour créer un ensemble de consultants haïtiens chargés d'évaluer les entreprises locales ; (iv) les demandes des EE recherchant des fournisseurs locaux seront identifiées ; (v) la base de fournisseurs locaux accrédités et les secteurs seront élargis ; et (vi) des « rencontres avec les fournisseurs » seront organisées, dans lesquelles un soutien technique et des diagnostics seront fournis aux entreprises locales par le biais de « matchmaking » productifs.

- b. Un programme de développement économique local pour les secteurs stratégiques à incidence particulière dans la région Nord où le potentiel a été pré identifié, afin que les entreprises locales puissent avoir accès aux marchés internationaux et soient reliées aux EE présentes dans le secteur géographique : i) dans le secteur de l'industrie légère/confection textile, un soutien sera apporté au renouvellement et à l'élargissement des accords signés avec les États-Unis en vertu desquels Haïti exporte des produits textiles et des câbles sans droits de douane ni quotas, au développement d'un site web et d'une application présentant les offres textiles du pays (acteurs, coûts, profils des employés, capacité productive, partenaires et compagnies auxiliaires) ; (ii) dans le secteur des TIC et du BPO, des activités seront réalisées avec la plateforme Haïti Digital Services afin de former, par le biais d'une assistance technique internationale, de jeunes Haïtiens à des compétences connexes afin qu'ils soient recrutés par des EE et des sociétés haïtiennes ; (iii) dans le secteur agro-industriel, en particulier dans les niches pré identifiées en mesure de remplacer les importations (riz et œufs), fournir un appui technique aux entreprises locales en matière de défense commerciale antidumping, identifier les éléments différenciateurs en termes de qualité et de nutrition des produits « made in Haïti », former les producteurs aux techniques de négociation, marketing et logistique, développer un site web et une application où sont présentées les offres du secteur avicole d'Haïti ; (iv) dans le secteur des industries créatives, une cartographie des acteurs sera élaborée, une formation en marketing, négociation, logistique et service à la clientèle sera dispensée, des partenaires et acteurs commerciaux internationaux seront identifiés et un soutien sera fourni pour la création d'une plateforme visant à promouvoir la vente des produits artisanaux au secteur du tourisme en Haïti et à la diaspora à l'étranger ; (v) dans le secteur de la petite industrie manufacturière, de la logistique et du recyclage, une cartographie des acteurs sera établie, des opportunités commerciales seront identifiées, une formation sera dispensée, un site web et une application présentant l'ensemble des offres seront créés et les actions commerciales seront soutenues par le « matchmaking » avec des acheteurs et des investisseurs potentiels ; (vi) une nouvelle filiale du CFI sera constituée dans la Région Nord, elle comptera un directeur, un adjoint administratif et un chauffeur, un véhicule, du matériel de bureau et des outils. Cette nouvelle équipe appuiera la structuration de projets dans le Nord en coordination avec d'autres projets du Groupe de la BID, développera des alliances territoriales et des chaînes de production pour le cacao, le riz, le tourisme et la confection textile au sein du PIC.
- c. Un programme de services aux exportateurs, pour soutenir les entreprises haïtiennes exportant de façon sporadique, pour la première fois ou qui ont le potentiel d'exporter. À cette fin, et par l'intermédiaire d'un CC avec le *Trade Facilitation Office Canada* (TFO), annexe III, et en collaboration avec le CCIH, seront financés : (i) l'assistance technique guidée individualisée, l'accès aux informations commerciales et aux séminaires pour exporter aux États-Unis et au Canada ; (ii) la préparation, la participation et le suivi des entreprises haïtiennes pour des missions commerciales dans les deux pays et la mise à jour du Haïti Export Catalogue ; et (iii) l'accès à la réalisation de transactions commerciales via

la plateforme. Le support technique relèvera de la plateforme de la BID, « *ConnectAmericas* », qui élaborera, dispensera et supervisera un cours en ligne sur le commerce électronique et réalisera des enquêtes sur les besoins et le fonctionnement.

### Coût et financement

Le coût total du Projet est estimé à 17.5 millions de dollars (17 500 000 USD) financé par des ressources provenant de la facilité de financement non remboursable de la BID. Le délai de décaissement est de 5 ans. Un récapitulatif des coûts ventilés du Projet par composantes et sources est présenté dans le tableau ci-dessous :

		Budget
1.-	<b><i>Renforcement Institutionnel et Développement des Services</i></b>	<b>\$ 15,750,000</b>
	1.1 Renforcement institutionnel	4,000,000
	1.2 Services aux investisseurs étrangers et locaux pour la promotion du développement productif en Haïti	11,750,000
2.-	<b><i>Administration et Gestion</i></b>	<b>\$ 1,750,000</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>\$ 17,500,000</b>

## II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consistait à réaliser l'audit des états financiers du Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la Promotion des Investissements, géré par l'Unité d'Exécution (UE) du Centre de Facilitation des Investissements (CFI) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4882/GR – HA, afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé le 30 septembre 2021 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit et aux Directives pour la préparation des rapports financiers et des Audits Externes des Opérations Financées par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ces normes exigent : (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers ; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité d'Exécution, ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit sont les suivants :

- A. Exprimer une opinion sur l'État des Fonds Reçus et des Décaissements Effectués pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé le 30 septembre 2021 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021 du Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la Promotion des Investissements, géré par l'Unité d'Exécution (UE) du Centre de Facilitation des Investissements (CFI) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4882/GR – HA, et déterminer si les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les transactions effectuées sur ces fonds, conformément aux dispositions de l'Accord de financement et aux principes comptables applicables.
- B. Analyser et évaluer le système de contrôle interne afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.
- C. Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles, puis formuler des recommandations pour leur amélioration.
- D. Effectuer des sondages afin de déterminer si l'UE du CFI a respecté, à tous égards importants, les termes de l'Accord de Financement et les lois et règlements applicables, incluant les clauses de nature financière et comptable. Les cas importants de non-conformité et toutes les indications d'actes illégaux identifiés devront être reportés.
- E. Effectuer le suivi des recommandations de l'audit antérieur.

#### **PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE**

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de Financement ainsi qu'aux Lois et Règlements applicables:

##### **Système et registres comptables**

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables, à se conformer aux exigences de la Banque et à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaire.

- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Programme et que les paiements sont enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Programme.
- Nous nous sommes assuré que le système d'archivage comptable du Programme est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

### **Rentrées de fonds/Encaissements**

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés ou payés directement par la BID durant la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021.
- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables du Programme et nous avons réconcilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés aux comptes désignés du Programme
- Nous avons confirmé avec la Banque de la République d'Haïti les soldes des comptes de banque du projet aux 30 septembre 2020 et 2021.

### **Dépenses de Programme/Décaissements**

- Nous avons mis en œuvre des procédures spécifiques pour la sélection de l'échantillon des transactions choisies. La méthode d'échantillonnage est non statistique et les paramètres utilisés sont la taille de la population, le seuil de signification et le niveau d'erreur acceptable. La base de référence utilisée dans le calcul du seuil de signification est le total des dépenses encourues durant la période allant du 1<sup>er</sup> août 2020 au 30 septembre 2021 qui s'élève à US \$ 1, 023, 583.
- Nous avons déterminé un seuil de signification de \$ 10, 236 et un niveau d'erreur acceptable de \$ 6,142.

Afin de réduire les risques d'échantillonnage, nous avons utilisé un échantillon stratifié de la manière suivante: (i) les éléments de grande valeur par rapport à l'erreur acceptable et les éléments importants, selon des critères qualitatifs, ont été pris isolément et examinés à 100% ; ces transactions sont au nombre de 18 et totalisent un montant de \$ 534, 799, (ii) le nombre de transactions testées sur la population restante a été limité à 29 pour un montant de \$ 75, 244, conformément à notre manuel de procédure d'audit.

Ainsi, la population des dépenses testées est de \$ 610, 043 soit 60 % de la population totale.

Nous avons utilisé des procédures d'échantillonnage soit comme procédures de corroboration, soit comme tests des contrôles clés selon le but du sondage. Sur la base d'échantillonnage décrit plus haut:

- Nous avons vérifié que les paiements sont adéquatement enregistrés au système comptable du programme et aux registres financiers, selon des autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget de l'accord de financement;
- Nous avons examiné la documentation d'appui aux paiements retracés au niveau des requêtes justificatives et des requêtes de paiement direct afin de nous assurer de sa fiabilité et de son adéquation par rapport aux montants relatifs aux investissements ou dépenses de programme.
- Nous avons révisé les procédures d'achat dans le cas des dépenses administratives afin de nous assurer qu'elles sont conformes à de saines pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non, que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues ;
- Nous nous sommes assuré que les paiements déjà déterminés inadmissibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de programme.

#### **Passation de marchés**

- Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de services durant la période (100%). La révision du processus de passation de marchés couvre les étapes suivantes: lancement du marché, publication, analyse, attribution, négociation, signature du contrat, demande de Non Objection, exécution et paiement.
- Nous nous sommes assuré que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marchés (PPM) et que les paiements prévus au contrat signé ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.
- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marchés relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marchés, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archivage des dossiers est ordonnée et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.

#### **Honoraires des consultants**

- Nous avons révisé les procédures de sélection des consultants et leur conformité aux normes prescrites par la BID.

- Nous avons révisé, sur base de sondages, les contrats signés avec les consultants, afin de nous assurer de la conformité des paiements effectués avec les termes des contrats, particulièrement en matière de soumission de rapports et du respect des termes des accords.

### **Généralités**

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Programme afin d'acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Programme et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l'accord de financement.
- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de justification de fonds qui sont présentées à la BID et déterminer si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.

## **III. RÉSULTATS DE L'AUDIT**

### **État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués et État des Investissements Cumulés**

#### **Opinion**

À notre avis, les états financiers du Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la Promotion des Investissements, géré par l'Unité d'Exécution (UE) du Centre de Facilitation des Investissements (CFI) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4882/GR – HA, présentent fidèlement, à tous égards importants, les Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021, ainsi que les Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement non Remboursable et aux principales conventions comptables décrites à la note 2.

#### **Contrôle Interne**

Nous avons examiné et évalué la structure de contrôle interne mis en place par la Direction de l'UE dans le cadre de la gestion du Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la Promotion des Investissements afin d'apprécier les risques de non contrôle et de déterminer les procédures d'audit appropriées dans les circonstances, dans le but d'exprimer une opinion sur les états financiers du Programme pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 et non sur le contrôle interne.

Notre évaluation du contrôle interne de l'UE a permis de révéler des lacunes, qui à notre avis, pourraient constituer des faiblesses pouvant empêcher la Direction de l'UE d'enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la Direction figurant aux états financiers. Ces lacunes portent sur ce qui suit :

#### **Gestion Financière:**

- Les avances de fonds ne sont pas justifiées dans les délais contractuels (Résultat # 1)
- Les dépenses récusées resoumises et à une requête de justification doivent être présentées et identifiées séparément. (Résultat # 2)

#### **Suivi des recommandations de l'exercice antérieur**

Cette section n'est applicable car c'est le premier rapport d'audit du Projet.

#### **Commentaires de la Direction**

Le présent rapport a été discuté avec la Direction de l'Unité d'Exécution (UE) du Centre de Facilitation des Investissements (CFI) qui a soumis ses commentaires inscrits aux sections appropriées sur la structure de contrôle interne.

*Experts Conseils & Associés*  
Comptables Agréés  
16, Route du Canapé-Vert, Juvénat  
Pétion-Ville, le 3 mars 2022



**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION  
DES INVESTISSEMENTS, ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES  
INVESTISSEMENTS (CFI)  
ET FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)  
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4882/GR-HA**

**Pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé le 30  
septembre 2021**

**RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Madame Marie Fatima Léonne C. Prophète  
Directrice Générale  
Centre de Facilitation des Investissements  
(CFI)  
2, Impasse Tulipe, Rue Oscar, Pacôt  
Port-au-Prince, Haïti

Madame la Directrice Générale,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la Promotion des Investissements, géré par l'Unité d'Exécution (UE) du Centre de Facilitation des Investissements (CFI) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4882/GR – HA, qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé le 30 septembre 2021, de l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, ainsi que d'un résumé des principales conventions comptables importantes et tous autres renseignements explicatifs du programme.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent fidèlement, à tous égards importants l'état des fonds reçus et décaissements effectués pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021 ainsi que les investissements cumulés au 30 septembre 2021, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la clause 5.02 de l'Accord de Don conclu entre le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), au Manuel destiné à la préparation des rapports financiers et à la gestion de l'audit externe des opérations financées par la BID et à la note 2.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants du Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la Promotion des Investissements No. 4882/GR – HA, conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Observations sur le référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation**

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la Promotion des Investissements No. 4882/GR – HA, de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées dans l'Accord de Don susmentionné. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à l'Unité d'Exécution (UE) du Centre de Facilitation des Investissements (CFI) et à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que l'Unité d'Exécution (UE) du Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la Promotion des Investissements No. 4882/GR – HA et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cependant ce document peut devenir un document public, auquel cas sa distribution ne sera pas limitée. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'Accord de Don No. 4882/GR – HA, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Programme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Programme.

### **Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

*Experts Conseils et Associés*  
Experts Conseils et Associés  
Comptables Agréés  
16, Route du Canapé-Vert, Juvénat  
Pétion-Ville, le 3 mars 2022



**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS (CFI)**

**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE**

**DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID) No. 4882/GR - HA**

**ÉTATS DES FONDS REÇUS ET DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS**

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Notes	Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2021	Pour la période allant du 1er août au 30 septembre 2020
<b>Fonds Reçus</b>			
Encaissements cumulés au début de l'exercice	(Note 5)	\$ 598,676	\$ -
<b>Au cours de la période</b>			
Avances de fonds	(Note 5)	694,207	598,676
		\$ 694,207	598,676
<b>Total des Fonds Reçus en fin d'exercice</b>		\$ 1,292,883	\$ 598,676
<b>Décaissements Effectués</b>			
Décaissements cumulés au début de l'exercice		\$ 178,126	\$ -
<b>Au cours de la période</b>			
Justification des fonds avancés	(Note 6)	819,587	-
Dépenses effectuées non encore soumises	(Note 7)	25,870	178,126
		845,457	178,126
<b>Total des Décaissements Cumulés en fin d'exercice</b>		\$ 1,023,582	\$ 178,126
Excédent des Fonds Reçus sur les Décaissements Effectués		269,301	420,550
Redressement de conversion de devises	(Notes 2, 10)	10,577	16,882
<b>Encaisse à la fin de la période</b>	(Notes 3, 4)	\$ 279,878	\$ 437,432



Madame Marie Fatima Léonne C. Prophète  
Directrice Générale



Monsieur Jocelyn Jean Philippe  
Spécialiste Financier

**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS (CFI)  
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE**

**DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (BID) No. 4882/GR - HA**

**ÉTATS DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS**

**Au 30 septembre 2021**

**(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)**

Composantes et Catégories d'Investissements		Investissements Cumulés Au 30 septembre 2020	Investissements pour la période allant du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021	Investissements Cumulés Au 30 septembre 2021
<b>1.</b>	<b>Renforcement Institutionnel et Développement des Services</b>	<b>\$ 39,960</b>	<b>\$ 542,761</b>	<b>\$ 582,721</b>
1.1	Renforcement Institutionnel	39,960	266,761	306,721
1.2	Services aux investisseurs étrangers et locaux pour la promotion du développement productif en Haïti	-	276,000	276,000
<b>2.</b>	<b>Administration et Gestion du Projet</b>	<b>\$ 138,166</b>	<b>\$ 302,697</b>	<b>\$ 440,863</b>
2.1	Audit Externe	-	-	-
2.2	Évaluation et Suivi du programme	-	-	-
2.3	Administration du projet	138,166	302,697	440,863
<b>TOTAL</b>		<b>\$ 178,126</b>	<b>\$ 845,458</b>	<b>\$ 1,023,584</b>



Madame Marie Fatima Léonne C. Prophète  
Directrice Générale



Monsieur Jocelyn Jean Philippe  
Spécialiste Financier

**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION  
DES INVESTISSEMENTS, ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES  
INVESTISSEMENTS (CFI)  
ET FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)  
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 4882/GR-HA  
Pour la période allant du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre 2020 et pour l'exercice terminé le 30  
septembre 2021**

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS**

**I. DESCRIPTION DU PROGRAMME**

Le 26 novembre 2019, l'État haïtien et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé un accord de financement non remboursable (Don BID 4882/GR-HA) intitulé « Projet d'Appui au Développement du Secteur Prive via la promotion des investissements ». L'objectif global du Projet est de contribuer à l'augmentation des Investissements directs étrangers (IDE).

L'objectif spécifique du projet est d'augmenter le nombre d'entreprises étrangères décidant de « implanter/développer » leurs activités en Haïti grâce à l'appui technique du Centre de Facilitation des Investissements (CFI).

Pour atteindre cet objectif, le projet mettra en œuvre, via une seule composante et deux (2) sous composantes, des actions globales visant à rendre plus attrayante l'offre de localisation d'Haïti par : i) la professionnalisation des conseils techniques pour promouvoir et faciliter les IDE ; et ii) l'accès des entreprises étrangères aux offres des fournisseurs et partenaires locaux potentiels avec la collaboration des autres institutions publiques et privées du pays. Cette seule composante est exécutée par le Centre de Facilitation des Investissements sous le numéro d'opération 4882/GR-HA.

Le Centre de Facilitation des Investissements (CFI) a été créé en 2006 avec pour objectif de faciliter et de promouvoir l'investissement privé en Haïti. Il est une institution autonome fonctionnant actuellement sous la tutelle du Ministère du Commerce et de l'Industrie avec quatre principales responsabilités : la promotion de l'investissement, la facilitation des investissements, le développement et l'exploitation d'un système d'informations économiques et commerciales (SIEC), la réalisation d'études visant à l'amélioration continue du cadre légal et réglementaire et des prestations de l'État en matière de services aux investisseurs et aux opérateurs économiques en général.

**Composante unique du projet :** Renforcement institutionnel et développement des services destinés aux investisseurs locaux et étrangers.

### ***Sous-composante I : Renforcement institutionnel.***

Les activités suivantes seront mises en œuvre : (i) recrutement de 8 jeunes diplômés haïtiens pour diriger les secteurs stratégiques et le GUI et de 3 autres personnes spécialisées dans les services pertinents pour le CFI, en maintenant l'équilibre de genre, afin d'appuyer les EE dans leur processus de localisation et de réinvestissement ; (ii) formation dans le commerce, l'investissement et les « soft skills », pour tout le personnel du CFI et des entités y étant liées, en couvrant dans chaque formation, pour l'équipe du CFI, l'aspect d'égalité des genres ; (iii) l'actualisation du plan stratégique et opérationnel de l'institution ; (iv) le renforcement de la direction et du personnel technique pour qu'ils respectent les processus, présentent des propositions de qualité, négocient avec les investisseurs et participent à la défense des politiques pour l'amélioration du climat des affaires, via une équipe d'experts internationaux en stratégie et fonctionnement des API installée au CFI ; et (v) acquisition d'ordinateurs portables, téléphones mobiles, connexions Internet et accès aux solutions technologiques (mise à jour du CRM et du site web) pour le personnel du CFI afin de répondre dans les meilleurs délais et de manière appropriée aux investisseurs. Chacune des activités comprend un budget pour les tâches de coordination interinstitutionnelle.

### ***Sous-composante II. Services aux investisseurs étrangers et locaux.***

Concernant les étrangers, la conception et la mise en œuvre des activités et programmes suivants seront financés:

- a. Dans le domaine de la promotion des investissements, pour attirer l'intérêt de nouveaux investisseurs et convaincre ceux qui sont déjà présents de développer leurs activités et de ne pas se délocaliser : (i) des niches d'opportunités d'investissement liées à la demande seront identifiées ; (ii) un programme mondial de lead génération sera mis en œuvre via des consultants spécialisés dans les pays cibles dont la rémunération sera basée sur les résultats (iii) une assistance technique sera fournie aux entreprises haïtiennes pour des missions commerciales et la participation à des salons internationaux pour identifier les acheteurs et effectuer un suivi ; (iv) des forums d'investissement, ayant pour objectif d'attirer des acheteurs/investissements et de repositionner Haïti comme un pays d'investissement ; (v) la mise en œuvre d'actions visant à améliorer l'image du pays.
- b. Dans le domaine de la facilitation des investissements, dans le but de concrétiser les leads générés, de réduire les coûts de transaction et de guider les investisseurs dans leurs processus et démarches d'établissement, seront financés : (i) un simulateur des coûts d'établissement ; (ii) une base de données des bureaux et entrepôts disponibles ; (iii) la mise en œuvre d'un GUI afin de réduire les formalités et processus nécessaires pour constituer des sociétés et obtenir des licences et certificats nécessaires à leur fonctionnement ; (iv) un programme de défense des politiques visant à améliorer le climat des investissements, qui mettra en œuvre les actions prioritaires convenues par le Groupe d'amélioration du climat des affaires et appartenant à une liste préétablie ; et (v) la formation d'arbitres

haïtiens comme experts en arbitrage international et la mise en œuvre d'actions de diffusion auprès des institutions publiques et privées sur les avantages du règlement pacifique des différends commerciaux.

En ce qui concerne les locaux, les actions suivantes seront financées pour renforcer le développement productif local lié aux EE :

- a. La poursuite du programme des fournisseurs auxiliaires, dans le cadre d'un accord de collaboration (CC) avec le PNUD Annexe III : (i) la méthodologie, le manuel des processus/compétences, les critères de participation et de coordination du CFI et de la CCIH seront élaborés ; (ii) un appui technique sera fourni et le personnel des deux institutions sera formé au suivi étroit des transactions ; (iii) un appui sera fourni pour créer un ensemble de consultants haïtiens chargés d'évaluer les entreprises locales ; (iv) les demandes des EE recherchant des fournisseurs locaux seront identifiées ; (v) la base de fournisseurs locaux accrédités et les secteurs seront élargis ; et (vi) des « rencontres avec les fournisseurs » seront organisées, dans lesquelles un soutien technique et des diagnostics seront fournis aux entreprises locales par le biais de « matchmaking » productifs.
- b. Un programme de développement économique local pour les secteurs stratégiques à incidence particulière dans la région Nord où le potentiel a été pré identifié, afin que les entreprises locales puissent avoir accès aux marchés internationaux et soient reliées aux EE présentes dans le secteur géographique : i) dans le secteur de l'industrie légère/confection textile, un soutien sera apporté au renouvellement et à l'élargissement des accords signés avec les États-Unis en vertu desquels Haïti exporte des produits textiles et des câbles sans droits de douane ni quotas, au développement d'un site web et d'une application présentant les offres textiles du pays (acteurs, coûts, profils des employés, capacité productive, partenaires et compagnies auxiliaires) ; (ii) dans le secteur des TIC et du BPO, des activités seront réalisées avec la plateforme Haïti Digital Services afin de former, par le biais d'une assistance technique internationale, de jeunes Haïtiens à des compétences connexes afin qu'ils soient recrutés par des EE et des sociétés haïtiennes ; (iii) dans le secteur agro-industriel, en particulier dans les niches pré identifiées en mesure de remplacer les importations (riz et œufs), fournir un appui technique aux entreprises locales en matière de défense commerciale antidumping, identifier les éléments différenciateurs en termes de qualité et de nutrition des produits « made in Haïti », former les producteurs aux techniques de négociation, marketing et logistique, développer un site web et une application où sont présentées les offres du secteur avicole d'Haïti ; (iv) dans le secteur des industries créatives, une cartographie des acteurs sera élaborée, une formation en marketing, négociation, logistique et service à la clientèle sera dispensée, des partenaires et acteurs commerciaux internationaux seront identifiés et un soutien sera fourni pour la création d'une plateforme visant à promouvoir la vente des produits artisanaux au secteur du tourisme en Haïti et à la diaspora à l'étranger ; (v) dans le secteur de la petite industrie manufacturière, de la logistique et du recyclage, une cartographie des acteurs sera établie, des opportunités

commerciales seront identifiées, une formation sera dispensée, un site web et une application présentant l'ensemble des offres seront créés et les actions commerciales seront soutenues par le « matchmaking » avec des acheteurs et des investisseurs potentiels ; (vi) une nouvelle filiale du CFI sera constituée dans la Région Nord, elle comptera un directeur, un adjoint administratif et un chauffeur, un véhicule, du matériel de bureau et des outils. Cette nouvelle équipe appuiera la structuration de projets dans le Nord en coordination avec d'autres projets du Groupe de la BID, développera des alliances territoriales et des chaînes de production pour le cacao, le riz, le tourisme et la confection textile au sein du PIC.

- c. Un programme de services aux exportateurs, pour soutenir les entreprises haïtiennes exportant de façon sporadique, pour la première fois ou qui ont le potentiel d'exporter. À cette fin, et par l'intermédiaire d'un CC avec le *Trade Facilitation Office Canada* (TFO), annexe III, et en collaboration avec le CCIH, seront financés : (i) l'assistance technique guidée individualisée, l'accès aux informations commerciales et aux séminaires pour exporter aux États-Unis et au Canada ; (ii) la préparation, la participation et le suivi des entreprises haïtiennes pour des missions commerciales dans les deux pays et la mise à jour du Haïti Export Catalogue ; et (iii) l'accès à la réalisation de transactions commerciales via la plateforme. Le support technique relèvera de la plateforme de la BID, « *ConnectAmericas* », qui élaborera, dispensera et supervisera un cours en ligne sur le commerce électronique et réalisera des enquêtes sur les besoins et le fonctionnement.

### Coût et financement

Le coût total du Projet est estimé à 17.5 millions de dollars (17 500 000 USD) financé par des ressources provenant de la facilité de financement non remboursable de la BID. Le délai de décaissement est de 5 ans. Un récapitulatif des coûts ventilés du Projet par composantes et sources est présenté dans le tableau ci-dessous :

		Budget
1.-	<b><i>Renforcement Institutionnel et Développement des Services</i></b>	<b>\$ 15,750,000</b>
	1.1 Renforcement institutionnel	4,000,000
	1.2 Services aux investisseurs étrangers et locaux pour la promotion du développement productif en Haïti	11,750,000
2.-	<b><i>Administration et Gestion</i></b>	<b>\$ 1,750,000</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>\$ 17,500,000</b>

## 2. Principales Conventions Comptables

De l'avis de la Coordination de l'UE du CFI, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après :

### Base de présentation

Les états financiers et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse conformément aux dispositions de l'accord de don et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

### Financements

Les financements présentés aux états financiers sont constitués des avances de fonds et des paiements directs décaissés par la BID sur un compte spécial domicilié à la Banque de la République d'Haïti (BRH).

### Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, et services. Ils sont présentés à titre d'information.

### Monnaies

Les livres sont tenus en dollars américains et les états financiers sont présentés dans la même monnaie. Les décaissements en gourdes sont convertis à leur valeur équivalente en dollars américains, selon le taux de change communiqué par la Banque de la République d'Haïti (BRH) aux différentes dates des transactions, qui a varié de HTG 63.9816 à HTG 119.6734 pour un dollar américain durant la période allant du 1<sup>er</sup> août 2020 au 30 septembre 2021.

### Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la promotion des investissements, exécuté par l'UE du Centre de Facilitation des Investissements (CFI), sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés et sur les contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.

### 3. Encaisse

Aux 30 septembre 2021 et 2020, les solde des comptes spéciaux du Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé via la promotion des investissements, Accord de Don Non Remboursable No 4882/GR-HA se présentent comme suit :

	Au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2020
BRH - Dollars	231,646	\$ 399,765
BRH - Gourdes	48,232	37,667
	<u>\$ 279,878</u>	<u>\$ 437,432</u>

### 4. Réconciliation des mouvements sur les comptes désignés aux 30 septembre 2020 et 2021

Aux 30 septembre 2020 et 2021, les mouvements sur le compte désigné se résument comme suit:

	Au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2020
Solde des comptes désignés	\$ 437,432	\$ -
Avances reçues durant la période audité	694,207	598,676
Fonds disponibles sur les comptes spéciaux	\$ 1,131,640	598,676
Dépenses totales de la période audité	(845,457)	(178,126)
Excédent des fonds reçus sur les montants décaissés	286,183	420,550
Redressement de conversion de devises	(6,305)	16,882
	<u>\$ 279,878</u>	<u>\$ 437,432</u>

### 5. Financements BID

Au 30 septembre 2021, la BID a décaissé 7% de sa contribution au Projet. Les contributions décaissées se présentent comme suit :

	Au 30 septembre 2020	Pour la période allant du 1 <sup>er</sup> octobre 2020 au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Avances de Fonds	<u>\$ 598,676</u>	<u>\$ 694,207</u>	<u>\$ 1,292,883</u>

Les avances de fonds décaissées durant la période allant du 1<sup>er</sup> août 2020 au 30 septembre 2021 se rapportent aux requêtes suivantes :

20 août 2020	Requête No 1	\$ 598,676
5 mai 2021	Requête No 5	694,207
		<u>\$ 1,292,883</u>

## 6. Justification des fonds avancés durant la période

Le montant des dépenses justifiées durant la période allant du 1<sup>er</sup> août 2020 au 30 septembre 2021, s'élève à \$ 819, 587. Ces dépenses ont été présentées aux requêtes de justification suivantes :

Requête No 2 (Justification des fonds avancés)	\$ 178,159
Requête No 4 (Justification des fonds avancés)	323,691 <sup>(1)</sup>
Requête No 6 (Justification des fonds avancés)	87,967
Requête No 7 (Justification des fonds avancés)	67,335
Requête No 8 (Justification des fonds avancés)	162,435
	<u>\$ 819,587</u>

- <sup>(1)</sup> La requête No 4 a été soumise à la BID pour un montant total de \$ 370, 252. Cette requête comprend des dépenses d'un montant de \$ 46, 561 qui avaient été soumises et refusées par la BID à la requête No 2.

## 7. Dépenses effectuées non encore soumises

Au 30 septembre 2020, les dépenses effectuées non encore soumises à la BID totalisaient un montant de \$ 178, 126. Ces dépenses ont été soumises à la requête No 2, avec un surplus de \$ 33 <sup>(1)</sup>.

Durant la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 30 septembre 2021, des dépenses totalisant un montant de \$ 845, 457 ont été encourues et des dépenses d'un montant de \$ 819, 587 ont été soumises sur base de justification d'avances de fonds, ramenant ainsi les dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021 à un montant de \$ 203, 996 :

Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2020 \$ 178,126

Dépenses effectuées durant la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2020  
au 30 septembre 2021 \$ 845,457

Dépenses soumises durant la période allant  
du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 30 septembre 2021:

Requête No 2 (Justification des fonds avancés)	(178,159)	
Requête No 4 (Justification des fonds avancés)	(323,691)	
Requête No 6 (Justification des fonds avancés)	(87,967)	
Requête No 7 (Justification des fonds avancés)	(67,335)	
Requête No 8 (Justification des fonds avancés)	(162,435)	
	<u>\$ (819,587)</u>	<u>25,870</u>

Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021

\$ 203,996

## 8. Avances en Attente de Justification

Au 30 septembre 2020, le solde des avances en attente de justification totalisait un montant de \$ 598, 676 et représentait à l'intégralité de l'avance de fonds décaissée à la requête No 1. Ce montant a été ramené à \$ 635, 733 au 30 septembre 2021 :

	30 septembre 2021	30 septembre 2020
Solde des avances à justifier	\$ 598,676	\$ -
Avances de fonds décaissées :	694,207	598,676
Avances disponibles	<u>\$ 1,292,883</u>	<u>\$ 598,676</u>
Avances de fonds justifiées :		
Requête de justification No 2	(131,597)	-
Requête de justification No 4	(370,252)	-
Requête de justification No 6	(87,967)	-
Requête de justification No 7	(67,335)	-
	<u>(657,150)</u>	<u>-</u>
<b>Solde des avances à justifier au 30 setepmbre 2021</b>	<b><u>\$ 635,733</u></b>	<b><u>\$ 598,676</u></b>
<b>Solde retracé à l'OPS au 30 septembre 2021</b>	<b><u>\$ 635,733</u></b>	<b><u>\$ 598,676</u></b>
Différence	<u>\$ -</u>	<u>\$ -</u>

Aux 30 septembre 2020 et 2021, le solde des avances en attente de justification est ainsi constitué :

		30 septembre 2021	30 septembre 2020
Banque	(Notes 3, 4)	\$ 279,878	\$ 437,432
Dépenses effectuées non encore soumises à la BID	(Note 7)	203,996	178,126
Dépenses soumises non encore acceptées	(Note 9)	162,435	-
Redressement de conversion de devises	(Note 10)	(10,577)	(16,882)
Différence jugée négligeable		<u>1</u>	<u>-</u>
		<b><u>\$ 635,733</u></b>	<b><u>\$ 598,676</u></b>

**9. Dépenses soumises non encore acceptées par la BID au 30 septembre 2021**

La requête No 8 a été soumise à la BID en date du 27 août 2021 et a été acceptée subséquemment à la période sous audit, soit le 15 octobre 2021.

**10. Redressement de conversion de devises**

Aux 30 septembre 2020 et 2021, le redressement de conversion de devises se présente comme suit :

**30 septembre 2020**

	US	Goudes	Gourdes convertis en Dollars	Total Dollars
<b>Rentrées de Fonds</b>				
Contributions	\$ 598,676	HTG -	\$ -	\$ 598,676
Ventes de devise	(175,000)	20,905,413	175,000	-
	<u>\$ 423,676</u>	<u>HTG 20,905,413</u>	<u>\$ 175,000</u>	<u>\$ 598,676</u>
<b>Sorties de fonds</b>				
Frais bancaires	\$ (101)	HTG (5,050)	HTG (42)	\$ (143)
Autres dépenses	(23,810)	(18,417,379)	(154,173)	(177,983)
Dépenses totales	<u>\$ (23,911)</u>	<u>HTG (18,422,429)</u>	<u>\$ (154,215)</u>	<u>\$ (178,126)</u>
Excédent des rentrées sur les sorties	\$ 399,765	HTG 2,482,984	\$ 20,785	\$ 420,550
Redressement de conversion de devises	-	-	16,882	16,882
Encaisse à la fin	<u><b>\$ 399,765</b></u>	<u><b>HTG 2,482,984</b></u>	<u><b>\$ 37,667</b></u>	<u><b>\$ 437,432</b></u>

Le solde en banque en Gourdes de HTG 2, 482, 984 a été réévalué au taux de fin de période du 30 septembre 2020 publié par la Banque de la République d'Haïti qui était de 65.9193 pour un (1) dollar américain. Il en résulte un gain de change de \$ 16, 882.

**30 septembre 2021**

	US	Goudes	Gourdes convertis en Dollars	Total Dollars
<b>Rentrées de Fonds</b>				
Contributions	\$ 694,207	HTG -	\$ -	\$ 694,207
Ventes de devise	(540,000)	45,571,640	540,000	-
	<u>154,208</u>	<u>45,571,640</u>	<u>540,000</u>	<u>694,207</u>
<b>Sorties de fonds</b>				
Frais bancaires	\$ (276)	HTG (17,408)	HTG (220)	\$ (496)
Autres dépenses	(322,050)	(43,339,826)	(522,911)	(844,961)
Dépenses totales	<u>\$ (322,327)</u>	<u>HTG (43,357,234)</u>	<u>\$ (523,131)</u>	<u>\$ (845,457)</u>
Excédent des rentrées sur les sorties	\$ (168,119)	HTG 2,214,405	\$ 16,869	\$ (151,250)
Encaisse au début	399,765	2,482,984	37,667	437,432
Redressement de conversion de devises	-	-	(6,304)	(6,304)
Encaisse à la fin	<u><u>\$ 231,646</u></u>	<u><u>HTG 4,697,389</u></u>	<u><u>\$ 48,232</u></u>	<u><u>\$ 279,878</u></u>

Le solde en banque en Gourdes de HTG 4, 697, 389 a été réévalué au taux de fin de période du 30 septembre 2021 publié par la Banque de la République d'Haïti qui était de de 97.3918 pour un (1) dollar américain. Il en résulte une perte de \$ 6,304.

Ainsi, au 30 septembre 2021, le redressement de conversion de devises se présente comme suit :

	<b><u>Au 30 septembre 2021</u></b>
Redressement de conversion de devises de l'exercice terminé au 30 septembre 2020	16,882
Redressement de conversion de devises de l'exercice terminé au 30 septembre 2021	(6,305)
	<u><u>\$ 10,577</u></u>

# **11. État des Soldes Budgétaires**

L'État des Soldes Budgétaires au 30 septembre 2021 est présenté à l'Annexe I.

# **12. Réconciliation par Catégories d'Investissement entre les Registres du Programme et l' OPS (Operational and Financial Executive Summary) de la BID**

La réconciliation de l'OPS avec les registres comptables est présentée à l'Annexe II.

**13. Engagements**

Au 30 septembre 2021, le solde des engagements contractés dans le cadre du Projet s'élève à un montant de \$ 245, 050. Les détails sont présentés à l'Annexe III.

**14. Liste des matériels et équipements**

La liste des matériels et équipements acquis dans le cadre du Projet sont présentés à l'Annexe IV.

**15. Évènements subséquents**

En préparant les états financiers, la Direction de l'UE du CFI a examiné tous les évènements connus qui ont pris place entre le 30 septembre 2021 et le 3 mars 2022, date à laquelle les états financiers et les notes complémentaires ont été émis.

**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS,  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS (CFI)  
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE  
DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID) No. 4882/GR - HA  
ÉTATS DES SOLDES BUDGÉTAIRES**

**Au 30 septembre 2021**

**(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)**

			<b>BUDGET</b>	<b>Investissements Cumulés au 30 septembre 2021</b>	<b>Soldes Budgétaires au 30 septembre 2021</b>
<b>1.</b>		<b><u>Composantes et Catégories d'Investissements</u></b>			
		<b>Renforcement Institutionnel et Développement des Services</b>	<b>\$ 15,750,000</b>	<b>\$ 582,721</b>	<b>\$ 15,167,279</b>
	1.1	Renforcement Institutionnel	4,000,000	306,721	3,693,279
	1.2	Services aux investisseurs étrangers et locaux pour la promotion du développement productif en Haïti	11,750,000	276,000	11,474,000
<b>2.</b>		<b>Administration et Gestion du Projet</b>	<b>\$ 1,750,000</b>	<b>\$ 440,863</b>	<b>\$ 1,309,137</b>
	2.1	Audit externe	275,000	-	275,000
	2.2	Évaluation et Suivi du programme	150,000	-	150,000
	2.3	Administration du Projet	1,325,000	440,863	884,137
<b>TOTAL</b>			<b>\$ 17,500,000</b>	<b>\$ 1,023,584</b>	<b>\$ 16,476,416</b>

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS,  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS (CFI)

ANNEXE II

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE

DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID) No. 4882/GR - HA

RÉCONCILIATION DE L'OPS AVEC LES REGISTRES COMPTABLES

Au 30 septembre 2021

(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

	BUDGET	DÉPENSES ACCEPTÉES PAR LA BID	DIFFÉRENCES	INVESTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANTS PRÉSENTÉS À L'OPS	DIFFÉRENCES <sup>(1)</sup>
1.	\$ 15,750,000	\$ 328,167	\$ 254,554	\$ 582,721	\$ 328,167	\$ 254,554
1.1 Renforcement Institutionnel	4,000,000	328,167	(21,446)	306,721	328,167	(21,446)
1.2 Services aux investisseurs étrangers et locaux pour la promotion du développement productif en Haïti	11,750,000	-	276,000	276,000	-	276,000
2.	\$ 1,750,000	\$ 328,984	\$ 111,879	\$ 440,863	\$ 328,984	\$ 111,879
2.1 Audits	275,000	-	-	-	-	-
2.2 Évaluation du programme	150,000	-	-	-	-	-
2.3 Administration	1,325,000	328,984	111,879	440,863	328,984	111,879
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 17,500,000</b>	<b>\$ 657,151</b>	<b>\$ 366,432</b>	<b>\$ 1,023,584</b>	<b>\$ 657,151</b>	<b>\$ 366,432</b>

<sup>(1)</sup> La différence de \$ 366,432 est constituée:

· des dépenses effectuées, non encore soumises au 30 septembre 2021, totalisant un montant de:	\$ 203,996
· de la requête de justification No 8, soumise mais non encore acceptée par la Banque au 30 septembre 2021 pour un montant de:	162,435
· d'une différence jugée négligeable	1
	<b>\$ 366,432</b>

**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS,  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS (CFI)  
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE**

**DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (BID) No. 4882/GR - HA**

**ÉTATS DES FONDS REÇUS ET DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS**

**TABEAU DES ENGAGEMENTS**

**Au 30 septembre 2021**

**(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)**

Composantes	Numéros des marchés	Date Contrat	Entrepreneur Prestataire	Montant Contrats Signés	Montants Décaissés	Solde des Engagements
1 Programme de Développement Économique	SED/4882/CFI/2021-CF-019	18/08/2021	ADIH	\$ 320,000	\$ 96,000	\$ 224,000
2 Consultations Techniques au CFI	4882-CFI/2021-CF-018	10/6/2021	Spain Invest Professional Services S.L	21,050	-	21,050
<b>TOTAL</b>				<b>\$ 341,050</b>	<b>\$ 96,000</b>	<b>\$ 245,050</b>

**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS,  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS (CFI)  
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE**

**DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (BID) No. 4882/GR - HA**

**ÉTATS DES FONDS REÇUS ET DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS  
LISTE DES MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS**

**Au 30 septembre 2021**

**(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)**

Description	Quantité	Au 30 septembre 2020	Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Pyle 19 Outlet 1U 19" Rackmount PDU Power Distribution Supply Center Conditioner strip Unit Surge Protector 15 amp Circuit Breaker 4 USB Multi Device Charge ports 15Ft Cord (PCO865) black	5	-	\$ 965	\$ 965
UAP -AC-PRO Access Point UniFi Dual Band 802.11ac MIMO 3X3 for interior, PoE af/at, Support 250 Clients, Up to 1.3 Gbps PoE Included	5	-	1,782	1,782
UC-CK UniFi Cloud Key Manage up to 50 UniFi Devices through the Cloud, Hotspot Server, E-mail Alerts, Massive Updates, etc. 802.3af	1	-	213	213
Macbook Pro 13" : New apple Macbook Pro with Apple M1 Chip (13 inch, 8GB RAM, 256GB SSD Storage)-(Latest Model)	6	-	14,529	14,529
Macbook Pro 13" : New apple Macbook Pro with Apple M1 Chip (13 inch, 8GB RAM, 256GB SSD Storage)-2020 Apple - Silver	1	-	2,582	2,582
Laptop HP 14" - 11th Gen intel Core i7-1165G7 Processor- 256GB SSD, 8GB, DDR4 RAM - Full-Size Backlit Keyboard and Imagepad with Multi-Touch Gesture Support- Intel Wi-Fi 6 (2X2/160) Gig+and Bluetooth 5.0 - 1x Super Speed Usb Type C- 720p HD Webcam with integrated Dual Array Digital Microphones - Windows 10 Professional 64bit - battery Up to 12 hours.	15	-	27,294	27,294
Patch Panel Cat 5e 1RMU - TIA/EIA 568 A/B - UL Verified 24 Port UTP	2	-	99	99
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>\$ -</b>	<b>\$ 47,464</b>	<b>\$ 47,464</b>

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS,  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS (CFI)  
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE

DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID) No. 4882/GR - HA

ÉTATS DES FONDS REÇUS ET DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS

LISTE DES MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS

Au 30 septembre 2021

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

Description	Quantité	Au 30 septembre 2020	Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Ubiquiti Networks UniFi 48 Ports Pro Switch Gen2: USW-PRO-48-POE 802.3at/bt PoE Gigabit Switch USW-Pro-48-POE Gen2 with layer 3 features and SFP + ports.	1	-	\$ 2,831	\$ 2,831
Lenovo Think Systeme SR630 Rack Server Bundle with Rail kit, windows server 2019, 2X Intel Xeon Silver 4110 8-core 2.10GHZ, 32GB DDR4, 2TB SSD, RAID	1	-	7,370	7,370
QuickBooks Desktop Premier 2021 - 5 Users	1	-	3,209	3,209
QuickBooks For Mac 2021 - 1 User	1	-	611	611
MICROSOFT OFFICE 2019 HOME & BUSINESS - LICENSE - MAC (Word, Excel, PowerPoint, Outlook)	20	-	5,195	5,195
MICROSOFT OFFICE PROFESSIONAL 2019 - LICENSE - MAC (Word, Excel, PowerPoint, Outlook, Publisher, Access)	50	-	19,635	19,635
SSD 2TB SSD SATA	15	-	5,841	5,841
Secure Encrypted Drive: iodd Mini USB 3.0 256bits Secure Encrypted Drive 1TB	1	-	449	449
<b>SOUS-TOTAL</b>		\$ -	\$ 45,142	\$ 45,142

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ VIA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS,  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION (UE) DU CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS (CFI)  
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE

DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (BID) No. 4882/GR - HA

ÉTATS DES FONDS REÇUS ET DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS

LISTE DES MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS

Au 30 septembre 2021

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

Description	Quantité	Au 30 septembre 2020	Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Label Printer : DYMO Label Printer- Label Writer 450 Direct Thermal Label Printer, Great for Labeling, Filing, Mailling Barcodes and More, Home & Office organization	1		\$ 120	\$ 120
Apple Magic Mouse 2 (wireless Rechargeable)	7		874	874
Cable Console USB: USB Console Cable to RJ45 Essential Accessory of Cisco, NETGEAR, Ubiquity, LINKSYS, TP-Link Routers/Switches for Laptops in Windows, Mac, Linux	2		40	40
Cable Console USB C: USB-C Cisco Console Cable, OIKWAN 6ft USB Type C to RJ45 Serial Adapter Essential Accessory of Cisco, NETGEAR, Ubiquity, LINKSYS, TP-Link Routers/Switches for Laptops	2		40	40
Cable Console Serial RS232: Console Cable for Cisco Networking Devices RJ45Cat5 Ethernet LAN to 9-PIN DB9 Serial RS232 Port Rollover Cables... HDE Console Cable For Cisco Networking Devices RJ45 Cat5 Ethernet LAN to 9-PIN DB9 Serial RS232	2		40	40
USB WI-FI Adapter: AC600Mbps Wireless Network Adapter for Desktop with 2.4Ghz/5GHz Gain Dual Band 5dBi Antenna, Supports Windows 10/8.1/8/7/XP, Mac OS 10.9- 10.14	20		599	599
15" Laptop Bag	15		749	749
13" Laptop Bag	7		349	349
Adapteur USB C: MacBook Pro USB Adapter, USB C Multiport Adapter Hub Mac Dongle for MacBook Pro/Air with (4K HDMI Port, Gigabit ethernet, 2 Usb 3.0, TF/SD Card, Reader USB-C 100W PD, Thunderbolt 3)	12	-	599	599
Computer repair Kit	1	-	40	40
<b>SOUS-TOTAL</b>		\$ -	\$ 3,450	\$ 3,450
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		\$ -	\$ 96,056	\$ 96,056